

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
49 bis rue Laplace  
41000 BLOIS

Blois, le 17/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MENUT**

21, rue Jacques Coeur  
41100 Saint-Ouen

Références : 2023-246  
Code AIOT : 0010004964

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement MENUT implanté 21, rue Jacques Coeur 41100 Saint-Ouen. L'inspection a été annoncée le 16/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MENUT
- 21, rue Jacques Coeur 41100 Saint-Ouen
- Code AIOT : 0010004964
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Etablissements MENUT exploitent sur la commune de SAINT OUEN une installation de transit de déchets (métaux ferreux et non ferreux, papiers, cartons, DIB et batteries usagées ainsi qu'un centre de dépollution des VHU.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite du 17/06/2020.
- Situation administrative de l'établissement
- Prévention des risques chroniques
- Gestion des déchets

- Prévention des risques technologiques.
- Prescriptions relatives à l'AP du 10/07/2009

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 1.2.1	/	Sans objet
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.3.5, 4.3.9, 4.3.11 et 9.2.2.1	/	Sans objet
10	Formation du personnel.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.4.5	/	Sans objet
11	Entretien des moyens d'intervention.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.6.2	/	Sans objet
13	Matériaux autorisés.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 8.2.1.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	VISITE 17/06/2020 NC1	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 8.2.1.2	Réponse de l'exploitant par courriel du 16/07/2020.	Sans objet
2	VISITE 17/06/2020 NC2	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1 Art 3.	Réponse de l'exploitant par courriel du 16/07/2020.	Sans objet
4	Origine des approvisionnement en eau.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.1.1	/	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article Art 4.3.12.	/	Sans objet
7	Surveillance des émissions sonores.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 6.2.2 et 9.2.3.1	/	Sans objet
8	Installations électriques.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.3.3	/	Sans objet
9	Protection contre la foudre.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.3.4	/	Sans objet
12	Protection des milieux récepteurs.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.6.6.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Implantation des stockages.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 8.2.1.2.1 et 8.2.1.2	/	Sans objet
15	Contrôle de la radioactivité.	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 8.2.1.6.2	/	Sans objet
16	Registre et traçabilité.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de protection incendie (RIA) sont inutilisables et sont en cours de remplacement par l'exploitant.

L'exploitant doit transmettre au préfet un rapport à porter à connaissance afin de l'informer des modifications apportées sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : VISITE 17/06/2020 NC1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 8.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation des stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dépôts doivent être implantés à une distance d'au moins 10 m des immeubles habités et occupés par des tiers et d'au moins 4 m 50 des limites de propriété. Des distances inférieures peuvent être acceptées dès lors que le dépôt est séparé des tiers et du domaine public par des murs stables en toutes circonstances, résistants à la poussée des déchets et résidus stockés et d'une hauteur supérieure d'au moins 0,5 m à la hauteur maximale du dépôt.
<b>Constats :</b> Les dépôts sont implantés conformément aux prescriptions.
<b>Observations :</b> Les dépôts stockés à moins de 4m50 des limites de propriété ont une hauteur inférieure d'au moins 0,5 m à la hauteur des murs stables et résistants à la poussée des déchets et résidus stockés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : VISITE 17/06/2020 NC2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1 Art 3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage VHU non dépollués.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.
<b>Constats :</b> Les VHU non dépollués sont stockés conformément aux prescriptions de l'article 3.
<b>Observations :</b> Le jour de la visite un seul VHU non dépollué était présent sur le site. L'exploitant a indiqué qu'actuellement il y avait une baisse d'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Voir tableau des rubriques ICPE.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit se positionner au titre des rubriques 2710-1 et 2710-2.
<b>Observations :</b> Suite à la parution du décret du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant avait transmis une demande de bénéfice d'antériorité le 23 août 2018 au titre des rubriques 2713, 2712, 2714, 2718 et 2791. Le site de Saint-Ouen admet également des déchets dangereux et non dangereux de particuliers. Cette activité est classable au titre des rubriques 2710-1 et 2710-2. L'exploitant a indiqué qu'au vu des quantités de déchets admises, l'activité devrait être soumise à déclaration périodique. L'exploitant a indiqué également qu'il allait transmettre au Préfet un rapport de connaissance relatif aux modifications apportées sur le site depuis plusieurs années (augmentation du stockage de batterie, des pneumatiques usagés, réorganisation des stockages).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Origine des approvisionnement en eau.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Origine de la ressource : Réseau public Consommation maximale annuelle : 450 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> La consommation d'eau sur la dernière année est de 177 m <sup>3</sup> au vu des factures du service de l'eau des territoires Vendômois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.3.5, 4.3.9, 4.3.11 et 9.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des rejets aqueux, surveillance et respect des VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les regard de visite des séparateurs d'hydrocarbures Nord et Sud sont accessibles en permanence.  Les séparateur d'hydrocarbures Nord et Sud sont vidangés par une société agréée tous les semestres au minimum. Il est doté d'une vanne d'arrêt.</p> <p>Référence des rejets vers le milieu récepteur : I3 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5. ) Eaux industrielles de lavage des camions + eaux de ½ toiture nord du hangar à métaux + eaux de ruissellement zone Nord par infiltration.  Paramètre Concentration maximale (mg/l)  DCO 100  DCO/DBO5 &lt;2,5  MES 30  Cu 0,5  Ni 0,5  Cr 0,5  Fe + Al + Zn + Ni + Cu + Pb + Cr 15  Pb 0,5  HCT 5</p> <p>Mesure annuelle.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : I2 (Cf. repérage du rejet sous Article 4.3.5. ) Eaux Pluviales de voiries de la partie Sud du site repérée S1/S2/S3/S4/S5 dans le DDAE + eaux de ½ toiture sud du hangar à métaux vers réseau communal.  Paramètre Concentration maximale (mg/l)  DCO 600  DCO/DBO5 &lt;2,5  MES 150  Cu 0,5  Ni 0,5  Cr 0,5  Fe + Al + Zn + Ni + Cu + Pb + Cr 15  Pb 0,5  HCT 10</p> <p>Mesure annuelle.</p>
<p><b>Constats :</b> Aucune analyse des rejets n'a été réalisée au cours de l'année 2022.  Les rejets issus du point de rejet Nord n'ont pas été analysés depuis 2021.  Les VLE ne sont pas respectées en 2023 pour les paramètres Fer, Cuivre et Plomb.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le compte rendu d'intervention de la vidange des deux séparateurs réalisée par la société SARP OSIS de Vendôme le 07/10/2022 (1,6 m³ de boues de séparateurs). Le BSDD afférent N° Bordereau : BSD-20221014-MCRGKHZAD Annexé au bordereau n° : BSD-20221024-WAP0ENGHZ</li> <li>- le BSDD N° Bordereau : BSD-20220217-HQJK0PZFA Annexé au bordereau n° : BSD-20220304-QCXM6H594du 18/02/2022 (2 tonnes de boues de séparateurs). 2023 ?</li> <li>- le rapport afférent au prélèvement pour analyses des eaux pluviales pour le point Sud réalisé par INOVALYS le 22/02/2023. Les résultats sont partiels, l'exploitant est en attente des résultats pour les HAP, PCB, aluminium, chrome et chrome VI.  Fer : 53,8 mg/l : la somme des métaux est donc obligatoirement &gt; 15mg/l  Cuivre : 2,48 mg/l &gt; 0,5 mg/l</li> </ul>

<p>Plomb : 1,59 mg/l &gt;0,5 mg/l</p> <p>- le rapport afférent au prélèvement pour analyses des eaux pluviales pour les eaux de ruissellement pour le point Sud réalisé par INOVALYS le 03/11/2021. Les résultats sont conformes.</p> <p>Aucune analyse des rejets n'a été réalisée au cours de l'année 2022. Les rejets issus du point de rejet Nord n'ont pas été analysés depuis 2021. L'exploitant a indiqué que le point de rejet Nord a été condamné et que toutes les eaux du site étaient désormais dirigées vers le point de rejet Sud. Il a précisé que la société SARP OSIS de Vendôme procédait au nettoyage du décanteur lors de son intervention en même temps que la vidange et nettoyage du séparateur du point Sud. L'exploitant doit justifier que le séparateur d'hydrocarbure est en capacité de traiter toutes les eaux du site ( Partie Nord et Sud).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Surveillance des eaux souterraines.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article Art 4.3.12.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Un prélèvement d'eau (en période de hautes eaux) est effectué tous les trois ans au niveau de chacun des piézomètres. Ils sont mis en œuvre par un organisme compétent après un pompage de durée suffisante, destiné à supprimer tout phénomène de stagnation dans les piézomètres et conformément aux normes relatives au prélèvement et à l'échantillonnage des eaux souterraines.</p> <p>Les prélèvements sont soumis à l'analyse par un laboratoire agréé, des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Métaux : Hg, As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn,</li> <li>• HydroCarbures Totaux (HCT), Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), BTEX</li> <li>• Solvants halogénés (COHV),</li> <li>• pH, potentiel redox et conductivité.</li> </ul> <p>A l'occasion des prélèvements, les niveaux piézométriques sont relevés.</p>
<b>Constats :</b> Conforme.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a présenté les résultats d'analyses suite au à la campagne de prélèvement réalisée sur les trois piézomètres par ANTEA le 11 janvier 2021. Aucune anomalie n'a été relevée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Surveillance des émissions sonores.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 6.2.2 et 9.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de bruit.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 6dB(A)/5dB(A) Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté les résultats des mesures de bruit réalisées par l'APAVE le 08/04/2019. Les résultats sont conformes. La prochaine mesure devra être réalisée en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Installations électriques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté l'attestation Q18 afférente au contrôle des installations électriques réalisé par l'APAVE le 28/10/2022. L'examen du Q18 montre que les installations électriques peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion pour le motif « Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques ». Ce danger a été signalé lors des précédents contrôles. L'exploitant a indiqué que le dépoussiérage de l'armoire électrique avait été réalisé en interne le 10/01/2023. Il a présenté des photographies de l'armoire après dépoussiérage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Protection contre la foudre.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification du dispositif.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le rapport afférent à la vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisée par la société PM Expertises le 25/10/2022. L'examen du rapport montre que l'installation n'est pas conforme : « Rappel de la remarque de la vérification complète de 2021 : Test à distance du PDA : Le moyen de test n'est pas à disposition du vérificateur. De ce fait, il n'est pas possible de statuer sur la conformité de l'installation. Cette installation date de 2007. Or à cette époque le test à distance n'existait pas. Le test de bon fonctionnement devant être réalisé pour statuer sur la conformité de la partie active du PDA, nous recommandons de remplacer la tête du PDA par un modèle testable à distance ». L'exploitant a présenté le registre de sécurité où il est indiqué que le mat du paratonnerre a été remplacé le 28/02/2023 par la société GOUGEON. Il a présenté le devis signé du 14/11/2022. Lors de la visite l'inspection a pu constater que le mat semble neuf.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Formation du personnel.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,</li><li>• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu justifier que le personnel du site avait reçu la formation indiquée à l'article 7.4.5.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas pu justifier que le personnel du site avait reçu une formation. Suite au rachat de la société MENUT par le groupe PAPREC, il a indiqué qu'une première formation incendie était programmée le 20/03/2023 avec un exercice incendie le 27/03/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Entretien des moyens d'intervention.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les RIA n'ont pas été vérifiés et ils sont hors service.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des 34 extincteurs du site réalisé par la société API le 08/08/2022. Aucune observation n'a été relevée. Néanmoins les 3 RIA présents sur le site n'ont pas fait l'objet d'un contrôle depuis plusieurs années et l'exploitant a indiqué qu'ils sont inutilisables. L'inspection a constaté lors de la visite qu'effectivement le RIA présent à côté de l'atelier est dans un mauvais état. L'exploitant a indiqué que le remplacement des RIA était en cours, il a présenté un devis signé du 09/03/2023 à la société EUROFEU.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Protection des milieux récepteurs.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.6.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction d'incendie sont collectées dans un bassin de confinement d'un volume minimum de 120 m <sup>3</sup> .  Les réseaux sont pourvus de vannes d'isolement au niveau des points de rejet. Le réseau d'eau pluviale susceptible de recevoir les eaux d'extinction d'incendie est équipé d'un système d'obturation manœuvrable en toute circonstance. Le bassin de confinement et le système de d'obturation sont identifiés par des pictogrammes.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> La volume de confinement des eaux incendie est garanti par les pentes naturelles du site, des bordures et une vanne quart de tour d'obturation. La vanne est matérialisée. L'essai de fermeture et d'ouverture de la vanne s'est avéré satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Matériaux autorisés.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 8.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériaux autorisés.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déchets métalliques et VHU. Industries Collectivités Particuliers 1600 dont 50 t/mois de VHU. Stockage maximal autorisé : 10000 m3 (1000 m3 dans le hangar et 9000 m3 à l'extérieur).</li> <li>- Pneumatiques usagés provenant des VHU : Industries Particuliers 4 t/mois. Stockage maximal autorisé : 1 benne de 25 m3</li> <li>- Batteries : Industries Collectivités Particuliers 6t/mois. Stockage maximal autorisé : 1 benne de 10 m3</li> <li>- DIB : Industries Collectivités 240 t/mois Stockage maximal autorisé : 2 bennes de 30 m3 de cartons 1 benne de 30 m3 de papiers 1 benne de 30 m3 de bois 1 benne de 30 m3 de plastiques d'emballage</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le tonnage maximal de batteries et le volume maximal de pneumatiques usagés autorisés présents sur le site sont largement dépassés.</p>
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite du site l'inspection a pu constater que 23 tonnes de batteries usagées (&gt; 6 tonnes autorisées) et 90m3 environ de pneumatiques usagés (&gt; 25m3 autorisés) étaient présents sur le site. L'exploitant a indiqué qu'il privilégiait d'avoir un stock suffisant pour les faire enlever par un prestataire. Il a indiqué que dans le cadre du porter à connaissance précisé au point de contrôle n°3 (situation administrative) il allait demander l'autorisation d'augmenter ces stockages.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Implantation des stockages.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 8.2.1.2.1 et 8.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 8.2.1.2.1 Ferrailles et VHU La hauteur maximale de stockage de l'îlot des ferrailles et des VHU est limitée à 8 mètres. La distance de séparation entre le stockage de ferrailles et la clôture délimitant les limites de propriété est de 4,50 mètres. L'exploitant s'assure en permanence qu'il ne subsiste aucun risque de chute d'éléments métalliques à l'extérieur du site. Les VHU dépollués sont stockés au maximum 1 mois sur site. Ils peuvent être empilés sur 3 niveaux maximum. Les VHU non dépollués ne sont pas empilés. L'exploitant doit prendre le maximum de précaution quant à la manipulation des bennes qui ne doivent en aucun cas être tirées ou poussées contre le sol en béton afin de ne pas provoquer de vibrations et de nuisances sonores supplémentaires. Il doit également prendre le maximum de précaution au moment du chargement et du déchargement des bennes et des camions afin de faire le moins de bruit possible. Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de 8 m de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles. 8.2.1.2.2 Tournures et copeaux Les tournures et copeaux sont stockés sur une aire imperméable. Les effluents issus du ruissellement des eaux de pluie sont maintenus dans une zone de confinement adaptée afin de ne pas être entraînés vers le milieu naturel.
<b>Constats :</b> Les conditions de stockage étaient conformes le jour de la visite.
<b>Observations :</b> Les conditions de stockage étaient conformes le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 8.2.1.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Portique de contrôle de la radioactivité.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le centre est équipé d'un détecteur fixe de matières radioactives permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement entrant.</p> <p>Chaque passage fait l'objet d'un enregistrement permettant d'assurer la traçabilité du contrôle réalisé.</p> <p>Le seuil de détection de l'appareil de contrôle de la radioactivité situé à l'entrée du site est réglé de manière à garantir la détection de toute source de radioactivité introduite dans l'installation. En tout état de cause, ce seuil de détection ne doit pas dépasser le double de la valeur du bruit de fond moyen local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée et après accord de l'inspection des installations classées. Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.</p> <p>Une aire spécifique est aménagée afin qu'en cas de détection, le véhicule en cause puisse être déchargé en vue de rechercher la cause du déclenchement ou mettre en place un périmètre de sécurité autour du véhicule.</p> <p>Tout déclenchement de portique doit entraîner un nouveau contrôle. La confirmation du dépassement du seuil de détection doit impliquer la mise en œuvre d'une procédure spécifique visant à déterminer la source des rayonnements mis en évidence, l'activité de ladite source ainsi que toutes les mesures de prévention et de protection contre les rayonnements ionisants à mettre en œuvre. Cette procédure est transmise au service d'inspection des installations classées sous deux mois à compter de la délivrance de la présente autorisation.</p> <p>Elle mentionne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les mesures d'organisation, les moyens et méthodes nécessaires à mettre en œuvre en cas de déclenchement en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</li> <li>• les formations spécifiques reçues par le personnel intervenant. Cette formation comporte les explications nécessaires à la bonne compréhension des consignes et toutes les informations utiles sur les produits manipulés et les connaissances radiologiques nécessaires.</li> <li>• la désignation d'un responsable sécurité compétent dans le domaine de la radioactivité,</li> <li>• les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs,</li> <li>• les dispositions prévues pour le stockage provisoire et l'évacuation des déchets en cause.</li> </ul> <p>Aucun élément identifié comme ayant une activité supérieure au bruit de fond maximum local ne devra être stocké sur le site (sauf stockage temporaire en attente d'enlèvement par le producteur du déchet).</p> <p>Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le rapport afférent à la vérification du portique de contrôle de la radioactivité effectuée par la société APVL le 11/07/2022. Le rapport mentionne « fonctionnement ok RAS ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Registre et traçabilité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre et traçabilité des VHU.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 44 de l'arrêté du 26 novembre 2012 Registre et traçabilité. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</li><li>- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;</li><li>- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.</li></ul>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Le suivi des VHU est assuré par le logiciel NESSY. L'exploitant a précisé que le livre de police était clôturé une fois par mois. L'inspection a constaté par sondage pour le mois de février 2023 que les informations figurant dans le registre sont conformes. Les VHU dépollués sous forme de platin sont ensuite dirigés vers le site de Saint Pierre des Corps pour y être broyés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet